

«Tout le monde se plaint de l'inertie du Gouvernement qui se borne à défendre l'exportation et à fixer des prix maxima. On voudrait que le Gouvernement saisisse les denrées et qu'il en règle la consommation.»

«Les bourgmestres de Differdange et de Luxembourg ne sont pas encore nommés et on répète que c'est la faute de la Grande-Duchesse . . . Tout cela a l'air d'une manoeuvre cléricale, cependant j'ai toujours le soupçon que M. Eyschen a la main dans le jeu et que c'est lui qui ne veut pas qu'on ait en ces deux villes des bourgmestres germanophobes.»

Se basant sur les textes du Livre jaune français, Welter en vient à adresser un grave reproche au Ministre d'Etat qui déclara à la séance de la Chambre du 3 août qu'il n'avait pas reçu de réponse ni de la France ni de l'Allemagne quant à la demande de respecter la neutralité du Grand-Duché. Or la déclaration de la France avait été expédiée le 1er août, tandis que l'Allemagne n'en avait pas donnée. (V. note de la p. 275.)

Welter en veut aussi à Paul Eyschen de ne pas avoir communiqué à la Chambre des télégrammes échangés entre la Grande-Duchesse et l'Empereur d'Allemagne. On se rappelle que le texte de la Grande-Duchesse comporte cette malheureuse tournure par laquelle elle prie l'Empereur «de sauvegarder les intérêts des Luxembourgeois.»

Le 6 février Welter apprend des détails sur l'entrevue que des membres de la Direction impériale de Strasbourg avaient eue la semaine précédente avec Eyschen et de Waha. «Ils seraient venus pour négocier l'octroi de la concession de la voie ferrée d'Oetrange à Berchem, ligne qui est projetée depuis plusieurs années mais qui n'a pas été construite parce que le ministre de France, M. Mollard, dit-on, s'y opposait toujours. M. Eyschen aurait été comme toujours très aimable et il leur aurait . . . pour ainsi dire accordé la concession. Ces messieurs n'avaient pas espéré trouver un accueil aussi chaleureux. «Es war zu schön; wenn es nur wahr bleibt», aurait dit l'un d'eux.» Le docteur Welter ne manque évidemment pas de voir un obstacle à la réalisation de cette ligne dont la valeur stratégique saute aux yeux: «Par l'octroi de cette concession nous, de notre côté, violerions certainement la neutralité. La violation de la neutralité, telle qu'elle existe actuellement, est le fait d'un tiers et ne saurait pas nous être imputée.»

A la date du 7 février, Welter écrit: «Nous sentons que les moments difficiles vont arriver . . . Ce sera la farine qui nous manquera bientôt. Nous étions toujours fournis par le port d'Anvers et depuis que rien ne nous arrive plus de là, nous sommes réduits à l'Allemagne et à la Hollande. Mais il paraît que la Hollande ne nous fournit plus rien et l'Allemagne pas grand-chose.

«M. Eyschen croyant probablement qu'il ne serait pas inutile de renouer les relations avec la France . . . entre autres pour arranger la question des vivres . . . » avait envoyé Henri Vannérus en mission à Paris. Mais bientôt le bruit se répandit que notre chargé d'affaires y avait trouvé «un accueil glacial.» Pour expliquer cet accueil Welter — sous toute réserve — rapporte «qu'on aurait montré à M. Vannérus deux télégrammes que la